



## PROCÈS VERBAL DE LA RÉUNION DE CONSEIL MUNICIPAL du mardi 16 janvier 2024

L'an deux mil vingt-quatre le mardi 16 janvier à 20h30 le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Monsieur Anthony ROULLIER, Maire.

Date de convocation : 11/01/2024

Date d'affichage : 11/01/2024

---

Nombre de conseillers : 11

Nombre de présents : 9

Nombre de votants : 9

Procurations : 0

**Étaient présents** : Madame Danielle GUILLERME-CAOUS, Monsieur Pascal LIVENAI, Madame Alexandra FOUCAULT, Madame Florence CHASSÉ, Monsieur Bernard THIREAU, Monsieur Nicolas GAZENGEL, Madame Anaïs LAUTRU, Monsieur David LECARPENTIER.

**Étaient absents excusés** :

**Étaient absents non excusés** : Madame Véronique BOISARD Madame Béatrice GUEGAN

Formant la majorité des membres en exercice, Monsieur Pascal LIVENAI a été élu secrétaire de séance.

La séance est ouverte à 20h35.

Monsieur David LECARPENTIER est arrivé à 20h57.

Les membres du conseil municipal approuvent le procès-verbal de la séance du 5 Décembre 2023.

### **1 : DELIBERATION 2024-001 : DM 2023-004 BUDGET LOTISSEMENT BEAUSOLEIL – ANNULE ET REMPLACE DELIBERATION 2023-064**

**Rapporteur** : Anthony ROULLIER

**Expose** :

Par délibération 2023-050 du 26 septembre 2023, une décision modificative a été prise au budget principal afin d'abonder certains comptes d'investissements, notamment pour l'achat d'un vidéoprojecteur et autres matériels au chapitre 21.

Pour répondre à ces dépenses prévisionnelles, le compte 27638 avance commune au lotissement Beausoleil a été diminué de 17 966.30 €.

Il nous faut donc diminuer d'autant cette avance au compte 168748 avance commune sur le budget lotissement Beausoleil.

#### LOTISSEMENT BEAUSOLEIL SECTION INVESTISSEMENTS

<b>CHAPITRE 40 Dépenses</b>	Compte 3355	Travaux en cours	- 17 966,30 €
<b>CHAPITRE 16 Recettes</b>	Compte 168748	Avance commune lotissement Beausoleil	- 17 966,30 €

**LOTISSEMENT BEAUSOLEIL  
SECTION FONCTIONNEMENT**

**CHAPITRE 11 Dépenses**                      Compte 605                      Achat de matériel, équipement de travaux                      - 17 966,30 €

**CHAPITRE 42 Recettes**                      Comptes 7133                      Variation en-cours de production                      - 17 966,30 €

Après débats et échanges avec les membres du conseil municipal, Monsieur le Maire propose d'inscrire ces lignes au budget lotissement Beausoleil 2023.

**Proposition** : Après débats et échanges avec les membres du conseil municipal, Monsieur le Maire propose de valider ces écritures au budget 2023.

**Décision** : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil Municipal adopte la proposition du Maire.

Pour	9	Contre	0	Abstention	0
------	---	--------	---	------------	---

**2 : DÉLIBÉRATION 2024-002 : OCTROI DE LA GARANTIE À CERTAINS CRÉANCIERS DE L'AGENCE FRANCE LOCAL**

**Rapporteur** : Anthony ROULLIER

**Expose** :

Le Groupe Agence France Locale a pour objet de participer au financement de ses Membres, collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux (EPL) (ci-après les *Membres*).

Institué par les dispositions de l'article L.1611-3-2 du CGCT tel que modifié par l'article 67 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique :

*« Les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux peuvent créer une société publique revêtant la forme de société anonyme régie par le livre II du code de commerce dont ils détiennent la totalité du capital et dont l'objet est de contribuer, par l'intermédiaire d'une filiale, à leur financement.*

*Cette société et sa filiale exercent leur activité exclusivement pour le compte des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux. Cette activité de financement est effectuée par la filiale à partir de ressources provenant principalement d'émissions de titres financiers, à l'exclusion de ressources directes de l'Etat ou de ressources garanties par l'Etat.*

*Par dérogation aux dispositions des articles L. 2252-1 à L. 2252-5, L. 3231-4, L. 3231-5, L. 4253-1, L. 4253-2 et L. 5111-4, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux sont autorisés à garantir l'intégralité des engagements de la filiale dans la limite de leur encours de dette auprès de cette filiale. Les modalités de mise en œuvre de cette garantie sont précisées dans les statuts des deux sociétés. »*

Le Groupe Agence France Locale est composé de deux sociétés :

- l'Agence France Locale, société anonyme à directoire et conseil de surveillance ;
- l'Agence France Locale – Société Territoriale (la *Société Territoriale*), société anonyme à conseil d'administration.

Conformément aux statuts de la Société Territoriale, aux statuts de l'Agence France Locale et au pacte d'actionnaires conclu entre ces deux sociétés et l'ensemble des Membres (le *Pacte*), la possibilité pour un Membre de bénéficier de prêts de l'Agence France Locale, est conditionnée à l'octroi, par ledit Membre, d'une garantie autonome à première demande au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale (la *Garantie*).

La commune de Beaulieu-sur-Oudon a délibéré pour adhérer au Groupe Agence France Locale le 7 décembre 2021 par délibération n° 2021-093.

L'objet de la présente délibération est, conformément aux dispositions précitées, de garantir les engagements de l'Agence France Locale dans les conditions et limites décrites ci-après, afin de sécuriser une source de financement pérenne et dédiée aux Membres.

### **Présentation des modalités générales de fonctionnement de la Garantie, dont le modèle est en annexe à la présente délibération**

#### **Objet**

La Garantie a pour objet de garantir certains engagements de l'Agence France Locale (des emprunts obligataires principalement) à la hauteur de l'encours de dette du Membre auprès de l'Agence France Locale.

#### **Bénéficiaires**

La Garantie est consentie au profit des titulaires (les *Bénéficiaires*) de documents ou titres émis par l'Agence France Locale déclarés éligibles à la Garantie (les *Titres Eligibles*).

#### **Montant**

Le montant de la Garantie correspond, à tout moment, et ce quel que soit le nombre et/ou le volume d'emprunts détenus par le Membre auprès de l'Agence France Locale, au montant de son encours de dette (principal, intérêts courus et non payés et éventuels accessoires, le tout, dans la limite du montant principal emprunté au titre de l'ensemble des crédits consentis par l'Agence France Locale à Beaulieu-sur-Oudon qui n'ont pas été totalement amortis.

Ainsi, si le Membre souscrit plusieurs emprunts auprès de l'Agence France Locale, chaque emprunt s'accompagne de l'émission d'un engagement de Garantie, telle que, directement conclu auprès de l'AFL.

#### **Durée**

La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par le Membre auprès de l'Agence France Locale, et ce quelle que soit l'origine des prêts détenus, augmentée de 45 jours.

#### **Conditions de mise en œuvre de la Garantie**

Le mécanisme de Garantie mis en œuvre crée un lien de solidarité entre l'Agence France Locale et chacun des Membres, dans la mesure où chaque Membre peut être appelé en paiement de la dette de l'Agence France Locale, en l'absence de tout défaut de la part dudit Membre au titre des emprunts qu'il a souscrits vis-à-vis de l'Agence France Locale.

La Garantie peut être appelée par trois catégories de personnes : (i) un Bénéficiaire, (ii) un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires et (iii) la Société Territoriale. Les circonstances d'appel de la présente Garantie sont détaillées dans le modèle figurant en annexe à la présente délibération.

#### **Nature de la Garantie**

La Garantie est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil. En conséquence, son appel par un Bénéficiaire n'est pas subordonné à la démonstration d'un défaut de paiement réel par l'Agence France Locale.

#### **Date de paiement des sommes appelées au titre de la Garantie**

Si la Garantie est appelée, le Membre concerné doit s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé dans un délai de 5 jours ouvrés.

Telles sont les principales caractéristiques de la Garantie objet de la présente délibération et dont les stipulations complètes figurent en annexe.

### ***Proposition pour le dispositif de la délibération***

***Le Conseil Municipal de Beaulieu-sur-Oudon :***

*Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1611-3-2,*

Vu la délibération n° 2021-091 en date du 7 décembre 2021 ayant confié au Maire, Monsieur Anthony ROULLIER, la compétence en matière d'emprunts ;

Vu la délibération n° 2021-093, en date du 7 décembre 2021 ayant approuvé l'adhésion à l'Agence France Locale de la commune de Beaulieu-sur-Oudon,

Vu les statuts des deux sociétés du Groupe Agence France Locale et considérant la nécessité d'octroyer à l'Agence France Locale, une garantie autonome à première demande, au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale, à hauteur de l'encours de dette de Beaulieu-sur-Oudon, afin que Beaulieu-sur-Oudon puisse bénéficier de prêts auprès de l'Agence France Locale ;

Vu le document décrivant le mécanisme de la Garantie, soit le Modèle 2016-1 en vigueur à la date des présentes.

**Et, après en avoir délibéré :**

- Décide que la Garantie de Beaulieu-sur-Oudon est octroyée dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale, (les Bénéficiaires) :
  - le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2023 est égal au montant maximal des emprunts que Beaulieu-sur-Oudon est autorisé à souscrire pendant l'année 2023,
  - la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenu par Beaulieu-sur-Oudon pendant l'année 2023 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours.
  - la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et
  - si la Garantie est appelée, Beaulieu-sur-Oudon s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés ;
  - le nombre de Garanties octroyées par le Maire, Monsieur Anthony ROULLIER au titre de l'année 2023 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement;
  
- Autorise le Maire, Monsieur Anthony ROULLIER, pendant l'année 2023, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la commune de Beaulieu-sur-Oudon dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexes ;
  
- Autorise le Monsieur Anthony ROULLIER à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Décision** : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil Municipal adopte la proposition du Maire.

Pour	9	Contre	0	Abstention	0
------	---	--------	---	------------	---

### **3 : QUESTIONS DIVERSES**

- Monsieur Le Maire expose aux membres du Conseil Municipal les raisons invoquées par l'ancienne Secrétaire de Mairie sur le souhait de ne pas renouveler son contrat de travail. Monsieur Le Maire s'est entretenu avec le SPAT concernant les propos tenus par l'intéressée dans son courrier. Monsieur Le maire présente la nouvelle Secrétaire de Mairie arrivée depuis le 2 janvier 2024.
- Projet Fresque mur de l'école : devis à valider pour le 23 janvier au plus tard. Pas besoin d'autorisation d'urbanisme. Le Directeur du Centre de Loisirs a présenté 2 devis : l'un pour 1520 € et l'autre pour 970 €. Les 2 prestations se valent, ce dernier a une préférence pour le moins disant. L'accord est donné pour le devis à 970 €.
- Travaux Salle des Fêtes : les travaux sur l'isolation et le plafond seront réalisés en fonction des locations de la Salle des Fêtes et de la charge de travail de l'Agent Technique. Les travaux d'électricité, de chauffage et de changement des menuiseries extérieures sont à l'étude.
- Repas des aînés : il aura lieu le 17 mars, il est co-financé par le comité des fêtes et la mairie. Plusieurs possibilités sont à l'étude (traiteur ou restaurant) Madame l'Adjointe se charge de contacter les différents prestataires. Une invitation sera envoyée prochainement. Peu d'élus semblent être disponibles pour le service.
- Autorisation exploitation Salle de la Moisson : le rapport de la Commission de la Sécurité conclut à autoriser 40 personnes maximum, classé en 5<sup>ème</sup> catégorie. Un arrêté sera fait pour autoriser l'activité de cette salle, et sera envoyé à la préfecture. Il est prévu l'achat de tables et de mange-debout (voir devis)
- Travaux chemin des Reinettes : ils seront faits fin janvier par l'entreprise Grimoux de Montjean.
- Recours Gracieux Chemin de La Thébaudière : les associations FE53 et PLE demandent un recours gracieux et l'abrogation de la délibération. Après attache auprès des services de la Préfecture, Monsieur Le Maire propose d'apporter une réponse aux associations. Le conseil Municipal maintient sa position concernant la vente de ce chemin. En effet, le chemin n'étant pas inscrit au PIPR, il n'y a donc aucune obligation de créer un chemin de substitution.
- OAP Beausoleil – Mayenne Habitat : lecture par le Maire du courrier de Mayenne Habitat qui émet un avis favorable pour 4 logements.
- Effectif de l'école : L'école va descendre à 45 élèves en septembre 2024, ce qui pourrait engendrer une fermeture de classe.
- Rapport annuel « Laval Agglomération » de 2022 : il devait être présenté par un membre de Laval Agglo. Le document joint ne s'ouvre pas informatiquement, il sera renvoyé aux élus.
- Installation Fibre école et Mairie : elle sera faite le 17 janvier 2024.
- Mutuelle et Prévoyance des agents : la fonction publique avait dérogé à la règle de cette obligation. Nous avons reçu un courrier du CDG qui se propose de lancer un appel d'offres régional à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour la prévoyance et à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour la mutuelle. Nous avons tout intérêt à candidater, nous devons remplir un tableau.

Prochaines réunions de Conseil Municipal : 20 février 2024, 12 mars 2024, 9 avril 2024, 7 mai 2024, 4 juin 2024, 2 juillet 2024, 10 septembre 2024, 8 octobre 2024, 5 novembre 2024, 3 décembre 2024.

Séance levée à 21h28

Le secrétaire de séance,

Le Maire,